



**Autorité de régulation des  
communications électroniques et des  
postes**

**M. Philippe DISTLER**

Directeur Général

7 Square Hymans

75730 Paris Cedex 15

Paris, le 11 octobre 2010

*par courrier simple et courrier électronique*

**Objet** : projet de décision d'analyse des marchés de gros portant sur la terminaison d'appel vocale sur les réseaux mobiles (version publique)

Monsieur le Directeur Général,

Free Mobile a pris connaissance du document portant sur l'analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles métropolitains et ultra-marins.

Free n'a pas d'observation particulière à faire sur la définition du marché et l'identification des opérateurs puissants. Dès lors que le réseau de Free Mobile n'est pas encore constitué et ses services commercialisés auprès des clients finals, l'ARCEP ne retient pas Free Mobile comme opérateur puissant, ce dont Free Mobile se félicite.

Le Groupe Iliad avait signalé par le passé en réponse aux consultations publiques organisées par l'ARCEP que les offres d'interconnexion de SFR et Orange France, organisées artificiellement en un nombre déraisonnable de zones de transit, visaient avant tout à protéger le marché du transit intra-territoire sur lequel ces groupes sont actifs en créant une barrière à l'entrée. C'est ainsi que Free n'a pour l'heure pas construit de raccordement sur tous les Points de Raccordement offerts à l'interconnexion par SFR et Orange France, les niveaux de trafic à écouler vers ces opérateurs ne justifiant pas nécessairement ces investissements très élevés. A cet égard, il est remarquable de souligner que les opérateurs mobiles métropolitains qui ne sont pas actifs sur le marché du transit, c'est à dire Bouygues Télécom et Free Mobile, offrent à l'interconnexion un nombre limité de zones arrière. Aussi, Free Mobile se félicite que le projet de décision pose le principe d'une discussion portant sur la pertinence de distinguer le tarif IZA d'EZA et envisage d'analyser cette distinction au regard des risques de distorsion concurrentielle que fait peser une telle structure tarifaire.

L'ARCEP entend prolonger de six mois le niveau actuel des plafonds tarifaires, entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2010. Nous comprenons que l'Autorité envisagerait ensuite de faire baisser progressivement,

en deux étapes, le plafond des TA vers les coûts incrémentaux de production. Pour justifier cette progressivité, le document soumis à consultation évoque des « adaptations » auxquelles devraient faire face les trois opérateurs mobiles métropolitains. Nous ne comprenons pas ce que recouvre ce terme d'« adaptations ». La situation des opérateurs mobiles historiques ne justifie pas, à notre sens, de préserver encore quelques semestres leur rente d'oligopole induite sur les niveaux des terminaisons d'appels.

La plus grande partie du travail de convergence des tarifs de terminaison d'appel vers les coûts incrémentaux est désormais réalisée. Le niveau des terminaisons d'appel est de l'ordre de 3 c€ par minute, alors que les coûts incrémentaux sont vraisemblablement compris entre 0,5 c€ et 1 c€. Les tarifs des terminaisons d'appel mobile doivent donc encore baisser d'au moins 2 c€ par minute. L'ampleur de cette baisse doit être comparée aux baisses précédentes :

2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	≥ 2011
3	2	2,5	3	2	1	2	1,5	≈ 2

*Baisses des tarifs de terminaison d'appel mobile imposées par l'ARCEP (en centimes d'euros)*

La baisse devant encore être réalisée est donc, en valeur absolue, du même ordre de grandeur que celles imposées par l'Autorité entre 2003 et 2009. Cette baisse peut être réalisée en une seule étape sans déstabiliser les opérateurs mobiles historiques. Il ne nous semble donc pas justifié de différer plus avant une stricte application du principe d'orientation vers les coûts incrémentaux des terminaisons d'appel mobile.

Nous aurions souhaité une première baisse au 1<sup>er</sup> janvier 2011, plutôt qu'une prolongation des niveaux actuels. A défaut nous souhaitons une application stricte du principe d'orientation vers les coûts à partir de 2011. L'Autorité pourrait fixer un plafond à 1 c€ de l'été 2011 à l'été 2012, puis un plafond de l'ordre de 0,5c€, tenant compte des économies d'échelle et du progrès technologique, pour les années suivantes.

Une orientation vers les coûts, établissant des tarifs de terminaisons d'appels mobiles inférieurs à 1 c€ par minutes, est nécessaire au [X]. Cette évolution répond à [X]. Free souhaite [X]. Il serait dommage de [X]. Le consommateur va être confronté à une augmentation du tarif d'abonnement aux offres du fait du changement du taux de TVA envisagé par la loi de finances pour 2011. Une baisse rapide de la TAM permettra de limiter l'impact de cette atteinte au pouvoir d'achat.

Pour finir, il nous semble que l'asymétrie dont bénéficie Bouygues Télécom n'est pas pertinente pour du trafic d'origine fixe. En effet, cette asymétrie repose sur l'observation que les tarifs d'interconnexion des opérateurs mobiles sont encore très largement au dessus des coûts incrémentaux, ce qui introduit des soldes financiers d'interconnexion déséquilibrés entre ces opérateurs mobiles. Aussi, nous souhaitons que le projet de décision soit amendé dans le sens de prévoir que le plafond tarifaire applicable par les trois opérateurs mobiles au trafic ayant pour origine les réseaux fixes sera identique à compter du 1er janvier 2011.

Nos services sont à votre disposition pour tout complément d'information que vous souhaiteriez obtenir.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de ma considération distinguée.

Maxime Lombardini  
Directeur général délégué